

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 24 F (200 FB)

12^e ANNEE — N° 188
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS
du 13 au 26 janv. 1975

Un devoir de classe

Soutenir la lutte des travailleurs sous l'uniforme

Le 15 novembre dernier, le soldat Fournel était condamné à un an de prison (dont six mois fermes) sous l'inculpation de « refus d'obéissance et d'incitation à commettre des actes contraires au devoir ou à la discipline ». Le 7 janvier c'était au tour de Ravet, Pelletier et Taurus, les « dangereux meneurs » de la manifestation de Draguignan, de passer devant le Tribunal Permanent des Forces Armées, après la condamnation des 4 de Frileuse pour « refus d'obéissance », sans parler des centaines de leurs camarades victimes des sanctions les plus diverses.

Le premier ministre lui-même a personnellement donné des instructions spéciales pour sanctionner durement tous ces coupables du crime « d'insubordination » (contre lequel doit se « protéger l'institution militaire » qui est, selon Soufflet, « la meilleure protectrice de la démocratie » — *Le Figaro* du 10/10). Nous assisterions en effet à « la désagrégation de l'armée » et « ce qui est en question, a expliqué le commissaire du gouvernement au procès de Fournel, c'est la cohérence [!] et l'indépendance de la nation ».

Pour avoir de telles conséquences, les méfaits de ces centaines de jeunes soldats doivent être abominables ! De quoi sont-ils coupables ? Ce qu'ils ont cherché à obtenir, ce sont des conditions de vie moins mauvaises, un peu plus de dignité ; ce qu'ils veulent, eux, prolétaires des casernes, c'est être traités comme toute pas plus mal que leurs frères de classe, les prolétaires des usines, et ils l'ont manifesté avec la vigueur d'une jeunesse qui n'a pas encore appris à courber l'échine devant l'autorité constituée. Voilà leur terrible forfait ! Et nous disons que ce « crime » mérite une solidarité sans réserve de tous les travailleurs.

Mais d'où vient cette disproportion aveuglante entre les revendications des soldats, en réalité modestes... et l'impitoyable répression qui les frappe ?

L'explication de cette attitude de la hiérarchie militaire et du gouvernement tient à la nature contradictoire de l'armée bourgeoise : d'un côté un « détachement spécial d'hommes armés » face à une population désarmée, afin d'ôter aux exploités le moyen décisif dans la lutte des classes, la violence organisée, ce qui fait justement de l'armée le « dernier rempart de la société libérale » ; mais d'un autre côté, une armée composée essentiellement de prolétaires et qui n'est donc pas imperméable aux tourments de la société civile : c'est là son talon d'Achille. La bourgeoisie parvient à surmonter cette contradiction par le fameux « principe de subordination » qui suppose « l'obéissance aveugle » et la soumission aux « contraintes formelles », bref le terrorisme hiérarchique, seule manière d'imposer une discipline à des forces hétérogènes et contradictoires. On imagine quelle rigidité peut atteindre ce principe et de quelles traditions de brutalité et de stupidité peut s'orner le despotisme d'une hiérarchie qui, comme dans ce pays, s'est affirmée dans une longue tradition qui passe par la répression brutale du mouvement ouvrier et s'attarde dans les prouesses coloniales et le ban-

ditisme impérialiste, et quel degré de corruption et de démoralisation peut atteindre un encadrement formé à « bouffer du viet » ou du « bicot ».

La trahison des partis « communistes », la défaite du mouvement ouvrier, son enrôlement patriotique ont eu pour conséquence la division maximum du mouvement prolétarien. Mais on soupçonne à peine quels sont les effets de cette division dans l'armée, à quel point le terrorisme hiérarchique est facilité par l'isolement des soldats par rapport au prolétariat organisé, par la concurrence entre les soldats et leur dispersion devant l'encadrement ; il est en réalité difficile de décrire l'état de dégradation matérielle et morale dans lequel est plongée la jeunesse prolétarienne et paysanne sous les drapeaux.

C'est à la profondeur de cette détresse que répond ce que l'on appelle aujourd'hui le « mouvement des soldats », qui fait partie intégrante du combat de résistance ouvrière contre le capital et la bourgeoisie. Ce ne sont pas tellement les revendications avancées qui font peur. Il y a bien des bourgeois et même une partie de l'Etat-major qui estiment nécessaires un service plus court, l'augmentation des soldes et des permissions, la gratuité des transports, un certain assouplissement de la discipline dans la vie quotidienne, bien que l'expérience montre qu'il faille une lutte sérieuse pour obtenir, tout comme dans l'usine, ne serait-ce qu'une petite amélioration temporaire.

Ce qui a déclenché les foudres de la hiérarchie, c'est d'un côté les manifestations, la désobéissance, et même les « réclamations collectives », considérées comme un motif (qui porte même le n° 309) de répression, et de l'autre côté la tentative de tisser des liens avec l'extérieur par-dessus et malgré les grilles de la caserne.

On mesure quelle énergie et quelle force, quelle volonté, quelle détermination, quel sérieux dans l'organisation et la préparation révolutionnaire il faudra demain au prolétariat pour s'émanciper, quand on voit dès aujourd'hui les réactions de son ennemi de classe dès qu'il cherche à se défendre et à surmonter la concurrence dans ses rangs.

Les communistes révolutionnaires sont évidemment les derniers à penser qu'il suffirait que les soldats se mobilisent pour défendre leurs conditions de vie et lutter contre l'oppression qui les frappe pour que disparaisse comme par enchantement la machine hiérarchique, ou pour entamer réellement le terrorisme militaire. Pour que cette ma-

DANS CE NUMERO :

- Parti révolutionnaire et luttes économiques
- « Union Ouvrière » et « Combat communiste » : les fruits de l'indifférence politique
- Des méthodes dignes du stalinisme (à propos de la controverse OCI/LIRQI)
- Pour la solidarité prolétarienne internationale contre la répression bourgeoise en Espagne !

chine soit brisée, il faut non seulement un long et sérieux travail de propagande antimilitariste et révolutionnaire et l'organisation dans l'armée bourgeoise d'un réseau de parti qui en mine les bases, mais aussi une profonde crise sociale et politique où les soldats répondent aux élans prolétariens en se donnant des organisations de combat perméables aux directives révolutionnaires.

(suite page 4)

La tragédie de Liévin

Qui a tué les 42 mineurs de Liévin ? La mine « fatale », ou la politique du gouvernement ? En réalité, aucune politique d'aucun gouvernement ne pourra être sensiblement différente tant que régneront le capital, le marché et le salariat, lesquels feront toujours de la mine un tombeau : augmentez la production, et vous atteindrez des conditions d'exploitation plus dangereuses ; diminuez la production, mais avec l'espoir secret de la relever si le marché s'y prête, et les galeries « oubliées » se transformeront en bombes à retardement, comme à Liévin. Exploitation et productivisme, concurrence et anarchie, voici les vrais responsables, ceux que gouvernants et prêtres, idéologues et bonzes voudront toujours cacher aux prolétaires.

Que de tels sacrifices rituels au capital insatiable révoltent les travailleurs, voilà bien ce qui était la crainte de tout ce beau monde : les premiers prévenus de la catastrophe furent les policiers, avant même les familles. Puis vinrent les élus et les curés, pour dévider leurs boniments charitables, servir leurs baumes bon marché pour détourner la classe de ses problèmes ; et l'opportunisme ne fut pas le dernier à se lamenter du fait que la « profession de mineur, particulièrement dangereuse et difficile, [n'était] pas honorée comme elle devrait l'être » (*l'Humanité* du 28/12), et de réclamer des enquêtes, invitant les ouvriers à attendre patiemment que la justice... du capital suive son cours, et finisse par trouver — comme les règlements sont bien faits — le responsable dans une... équipe de mineurs !

L'ampleur de la tragédie a rappelé celle de Courrières, en 1906, qui fit plus de mille morts. Les mineurs s'étaient alors mis en grève pendant deux mois. Mais depuis, les syndicats ont changé, dirigés par des partis qui prétendent faire dépendre le sort du mineur de la bonne santé de la mine, c'est-à-dire du capital. Ils ont poussé les mineurs à s'épuiser dans la reconstruction pour des « lendemains qui chantent », au prix de la dispersion de leurs rangs, de la ruine de leur capacité de résistance collective au capital, de leur démoralisation la plus complète. Si bien que plus que jamais, les Charbonnages dégradent sans frein les conditions de sécurité et font régner la terreur policière dans le coron et le puits sur une classe ouvrière dont les éléments les plus prompts à la riposte sont les va-nu-pieds de l'immigration qui n'ont pas encore été broyés par ces conditions inhumaines.

Quelle véritable riposte collective l'opportunisme a-t-il organisée pour rendre le métier moins dangereux, faire reculer la silicose, les coups de grisou et de poussier ? Aucune. Mais à la place de la solidarité des travailleurs face au capital, un enterrement sous le signe de la solidarité nationale, avec Chirac — le même qui envoyait il y a quelques semaines la police (la brigade antigang !) contre les mineurs de Faulquemont —, avec les évêques, les élus, les ingénieurs, les patrons, les bonzes représentés par un dirigeant de la CFTC, les consuls des pays d'origine, tout ce monde qui vit sur les épaules courbées du mineur et, pour du profit, l'enfouit de longues heures sous terre où sont restés ses camarades ; tout ce monde que les communistes n'appellent pas à juger mais à combattre.

L'offensive bourgeoise contre les travailleurs immigrés

L'offensive bourgeoise qui se déroule depuis un certain temps contre les travailleurs immigrés, en tant que partie la plus vulnérable du prolétariat, est une offensive contre toute la classe ouvrière. Elle nécessite une riposte unitaire de classe

qui ne peut exister sans l'opposition du prolétariat français et sa lutte contre la solution que la bourgeoisie française — en plein accord avec l'opportunisme — entend donner à sa crise, le renvoi des immigrés.

En France, l'attaque bourgeoise contre les ouvriers immigrés s'est menée à la fois sur le terrain législatif et sur celui de l'action directe. En février 72, la circulaire Fontanet-Marcellin inaugure la chasse aux « clandestins », alors que l'immigration clandestine était depuis longtemps tolérée et organisée par l'Etat — elle représentait environ 70 % des entrées — comme « condition de la croissance dans une période d'expansion ». La circulaire a pour contenu essentiel de renvoyer dans leur pays d'origine tous les chômeurs, les mal portants et les excédentaires, d'enchaîner aux branches qui manquent de main-d'œuvre des immigrés productifs qui deviennent les véritables esclaves du patron libre de sucer leur force de travail comme il le veut, puisqu'il est le pourvoyeur du travail et du logement, conditions de l'autorisation de séjour de l'immigré, enfin d'assurer une étroite surveillance policière des mouvements et des emplois successifs de l'immigré et

de le chasser à la moindre incartade.

En juin 73, pour en hâter l'application, la circulaire Gorse annonce, comme une mesure « exceptionnelle », que « jusqu'au 30 septembre 73 tout étranger entré avant le 1er juin 73 pourra obtenir sa mise en situation régulière » à condition d'être lié à un patron par un contrat d'un an avec fourniture du logement. Quant aux immigrés travaillant en France clandestinement depuis plus d'un an (et à condition qu'ils le prouvent par des certificats de salaire — alors que les 3/4 travaillent au noir — et qu'ils fournissent eux aussi un contrat de travail d'un an...), ils n'auront droit qu'à... une carte de travail valable un an ! Sans parler des sans-travail, que la circulaire veut bien considérer comme « touristes » encore trois mois avant de les jeter dehors. Accueillie comme une « faveur » par l'opportunisme qui veille en personne au bon déroulement de l'opération, cette mesure aboutit

à une stricte application de la circulaire Fontanet-Marcellin, et de septembre 73 à juin 74, 50.000 clandestins ont été « régularisés » sans compter ceux reconduits aux frontières.

Début juillet 74, le gouvernement annonce l'interruption de l'immigration jusqu'en octobre, mesure concertée avec les Etats fournisseurs, puisqu'elle « n'a pas suscité de réactions d'inquiétude dans les capitales des principaux pays exportateurs de main-d'œuvre ». L'Etat algérien avait d'ailleurs complaisamment arrêté de lui-même l'immigration le 19 septembre 73 sous le prétexte des attentats racistes. Cette mesure du ministre de l'Immigration Postel-Vinay, présentée avec une écoeuvrante hypocrisie comme une « nouvelle politique » devant améliorer le sort de ceux qui restent et éviter le « peuplement de taudis » empêche la délivrance d'autorisations de séjour à tous les travailleurs étrangers permanents et aux

(Suite page 4.)

« Union Ouvrière » et « Combat communiste »

Les fruits de l'indifférence politique

Les oscillations politiques dans un parti entraînent nécessairement des crises en son sein. C'est le cas pour *Lutte ouvrière*, dont les nettes concessions au réformisme et l'orientation résolument suivie par rapport à l'opportunisme tant dans la lutte syndicale que dans les « grandes batailles » électorales devaient nécessairement provoquer une réaction « de gauche », c'est-à-dire revendiquant l'attaque ouverte contre l'opportunisme. Ceci semble être le cas de deux nouveaux-nés de la presse « d'extrême-gauche » : *Union Ouvrière* dont le n° 1 est paru en décembre 1974 et *Combat Communiste* dont le 1er numéro est daté de janvier 1975.

Sans entrer dans le détail des positions et de l'attitude politique de ces deux groupes, et avec le peu de renseignements que nous avons, essayons donc déjà de voir quelle théorie et quels principes ils revendiquent, et quels buts ils poursuivent.

Union Ouvrière se propose une « propagande et une agitation effectivement communistes », l'organisation indépendante des prolétaires pour la révolution mondiale dont les mots d'ordre sont « destruction de la société de classes ! », « abolition du salariat » et tantôt « réunion communiste des producteurs, des moyens de production et des produits du travail », tantôt « gestion ouvrière généralisée de toute la production et de toute la vie sociale » — ce qui en réalité n'est pas la même chose car la société communiste ne connaissant plus de classes, et par conséquent plus de classe ouvrière, on ne pourra plus parler de « gestion ouvrière ». Quant à savoir si cette gestion est centralisée ou non, cela reste dans le plus grand vague.

Par quelles étapes nous proposons de parvenir à ce but ? *Union Ouvrière* dit simplement que les ouvriers ont contre eux « toutes les forces coalisées du vieux monde », en particulier les Etats, et qu'il « suffirait, en tout cas, que les prolétaires du monde entier partent à l'assaut de la vieille société pour qu'elle vole en éclats ». Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'aiguille de la boussole théorique de *Union Ouvrière* n'est pas aimantée : elle indique toutes les directions à la fois. Tout le monde pourrait être d'accord avec ces buts et pourrait trouver quelque chose à lui dans l'imprécision des voies qui y parviennent : tout le monde,

c'est-à-dire les sociaux-démocrates, mais surtout les anarchistes.

Combat Communiste est moins prolix en matière de doctrine et donne pour seules indications théoriques dans tout le journal les points suivants : les « prolétaires du monde entier doivent s'organiser pour abattre les Etats des exploités, les frontières, prendre en mains la production et l'organisation de toute la société » ; « le socialisme, c'est la destruction de l'Etat bourgeois, le pouvoir des conseils ouvriers, la prise en mains par les travailleurs de toute l'organisation de la société et de la production jusqu'à la disparition complète de l'esclavage salarié et des classes sociales ».

Une telle définition a au moins le mérite de prévoir une période de transformation sociale sous la direction d'un Etat, celui des conseils ouvriers, et de n'être compatible ni avec le réformisme ouvert ni avec l'anarchisme ouvert ; mais elle est loin d'être suffisante pour « renouer avec le véritable programme communiste ».

Les points caractéristiques du communisme véritable, si nous laissons de côté les phases de la transformation sociale qui suppose le centralisme, sont les suivants : le prolétariat s'empare du pouvoir politique par l'insurrection armée, détruit de fond en comble, au moyen de la violence, la machine de l'Etat bourgeois, et se forge un appareil d'Etat nouveau qui revendique ouvertement son caractère de dictature du prolétariat, qui emploie la terreur contre les classes déchues, qui affronte les tâches de la guerre civile et de la guerre révolutionnaire, qui s'attaque à la transformation sociale, pour ne disparaître qu'avec la disparition des classes qui est le résultat de cette transformation. L'organe indispensable pour diriger l'insurrection et la dictature est le parti unique du prolétariat, seul moyen de constituer le prolétariat en classe, de concentrer ses énergies et de lui donner l'unité de volonté et la détermination qui le rendent capable de « changer le monde ».

Quiconque n'admettait pas tous ces principes ne pouvait adhérer à l'Internationale Communiste. Que dire aujourd'hui, alors que l'ennemi est encore plus puissant et que, dialectiquement, nos armes doivent être d'autant plus affilées ? Quiconque prend le socialisme au sérieux est en droit de demander à un « journal prolétarien » de se prononcer sur les questions que nous venons de soulever. Il faut re-

marquer que pas un mot, pas un mot n'en est dit : pas un mot de la violence, pas un mot de la dictature, de l'insurrection, de la terreur, du parti !

Le silence sur toutes ces questions politiques fondamentales ne nous semble malheureusement pas fortuit. Les questions du parti et de la dictature ne préoccupent réellement que ceux qui se placent résolument, et pas seulement en paroles, sur le terrain de la lutte des classes, qui pensent que l'on va au communisme par la lutte des classes, et sont pour son développement sans entrave juridique, morale, ou de quelque nature que ce soit.

Par leur mutisme sur ces questions, ces deux journaux portent l'empreinte profonde de leur matrice politique : *Lutte Ouvrière*, un groupe qui, à force d'avoir soigneusement « évité » de parler de ces problèmes épineux et peu propices aujourd'hui à attirer les foules, a finalement substitué à la voie lumineuse que le marxisme trace entre aujourd'hui et demain, entre la réaction instinctive à l'exploitation et à l'oppression et la disparition des classes, un pédagogisme fataliste ; un groupe qui a finalement ravalé la dialectique marxiste à une justification électorale de son défaitisme devant la force de l'ennemi et de son pacifisme foncier, et à qui il ne reste d'autre alternative que les oscillations perpétuelles entre l'illumination anarchisante et le suivisme le plus servile vis-à-vis de l'opportunisme, le tout couronné par le pédantisme reprochant aux masses leur inaction et leur impuissance !

Dans ces conditions, tout pas réel pour rompre avec cette conception et cette pratique débilantes implique la critique la plus résolue de l'indifférence politique, et il ne semble pas que les deux nouveaux journaux se dirigent dans cette voie. La tentative de revaloriser la théorie, la reconnaissance du caractère capitaliste de la Russie d'aujourd'hui, la volonté d'en finir avec la pratique de secte, n'ont de sens que strictement liées à la revendication de la lutte politique et de ses armes, à la revendication de l'insurrection violente et de la dictature dirigées par le parti.

Sinon, les saines réactions au suivisme et au réformisme, les élans généreux vers le socialisme, se transformeront une fois de plus en poses de « prédicateurs rouges » ou, pis, en radotages de commères dignes de l'Armée du Salut.

Des méthodes dignes du stalinisme

(à propos de la controverse OCI/LIRQI)

Se débarrasser de l'adversaire non par la lutte sur le terrain politique mais au moyen d'accusations infamantes, de fiches de police, de procès et autres chasses aux sorcières, est une méthode caractéristique de l'ignominie stalinienne. Une génération entière de révolutionnaires a été victime de cette méthode, et aujourd'hui elle sert de la même façon contre qui-conque prétend se revendiquer du marxisme non adultéré et s'élever contre une de ses innombrables falsifications, ou ose toucher aux piliers sacrés de l'ordre constitué. Le recours à cette arme suffit pour imprimer à celui qui l'utilise la marque d'une filiation directe de la contre-révolution mondiale même si, d'aventure, il prétend la combattre. La victime d'une telle attaque, même si elle a une autre conception que nous des méthodes de la révolution et de la dictature prolétarienne, a droit à notre solidarité et à notre défense, qui est avant tout la défense de l'essence et des finalités mêmes de la lutte d'émancipation du prolétariat — lutte à visage découvert entre des fronts sociaux et politiques antagonistes, et non accrochage entre mafiosi et autres bandes de gangsters.

Pour cette raison même on ne peut combattre ni aider à combattre cette infection en acceptant de se défendre sur le terrain de prédilection de l'adversaire, le terrain policier, judiciaire ou, au mieux, moral, qu'on ferait ainsi passer pour le terrain légitime d'une mythique (parce que métaphysique) démocratie prolétarienne. Pour combattre Staline, nous n'avons pas eu besoin de connaître son casier judiciaire ; pour nous défendre, ou défendre d'autres camarades contre ses attaques, nous n'avons jamais eu besoin de présenter à des tribunaux quels qu'ils soient nos ou leurs états de service ou certificats de moralité. Nous attaquons notre ennemi de classe même si, dans le domaine de « l'honneur », il était parfaitement en règle ; nous défendons le camarade de classe submergé par des calomnies, exactement comme nous défendons celui que l'ennemi, tout en reconnaissant son honorabilité personnelle, « inculpe » de s'être dressé contre l'opportunisme.

Croire qu'on puisse démolir l'édifice monstrueux de ces procès, qui s'en prennent à des actes inventés et à des intentions imputées, en instituant des contre-procès ; croire qu'on puisse démentir les enquêtes mensongères par l'ouverture de contre-enquêtes ; croire qu'on

peut convaincre de faux celui qui assoit sa domination cynique sur des montagnes de paperasses et des tonnes de dossiers falsifiés en soumettant à des juges impartiaux d'autres dossiers, même véridiques c'est se laisser entraîner dans les sables mouvants où l'ennemi nous attend en ricanant.

De telles tentatives sont des expédients dignes de la société bourgeoise, de ses flics et de ses juristes, et non de celui qui veut l'abattre. Tentatives vaines et trompeuses dans lesquelles, hélas, Trotsky lui-même s'est laissé entraîner et qui, sans seulement égratigner la carapace du monstre de la contre-révolution mondiale, n'ont servi qu'à humilier la figure d'un grand révolutionnaire. Nous qui, bien plus petits, avons survécu à l'énorme tragédie, nous ne pouvons remonter de l'abîme de la contre-révolution qu'en utilisant d'autres armes — théoriques, politiques, de principe — et d'autres méthodes — d'organisation et de vie interne du parti. Si nous ne le faisons pas, ou si nous faisons le contraire, nous contribuerions à enfoncer une fois de plus la grandiose lutte révolutionnaire du prolétariat dans une ignoble chaîne sans fin d'accusations et de contre-accusations, de calomnies et de contre-calomnies, dans la boue sanglante des règlements de comptes entre bandes rivales. S'il est un tribunal devant lequel nous devons rendre compte de nous-mêmes, non comme individus mais comme organisation de lutte politique, c'est celui de la lutte des classes, gigantesque, ouverte et générale : ce tribunal-là juge sur les faits et non sur les débats juridiques.

C'est pourquoi nous ne pouvons donner suite à la demande de la L.I.R.Q.I. appelant à participer à la constitution d'une commission d'enquête à propos des accusations infamantes que l'O.C.I. a ignoblement lancées contre le camarade Michel Varga lorsqu'il a rompu avec cette organisation. Il n'y a qu'une défense possible contre ce n-ème procès-farce mis en scène par les tristes épigones d'un stalinisme toujours vivant et d'un trotskysme dégénéré ; comme pour nous, qui nous y sommes toujours tenus en repoussant les invitations de l'adversaire à le suivre sur son terrain fangeux, elle est valable pour tous les militants sincères : c'est la vieille formule revendiquée par Marx :

Segui il tuo corso, e lascia dir le genti.

Centrisme oblige...

Dans son éditorial du 29 novembre dernier consacré à l'Espagne, Rouge affirme que « les échéances approchent donc. Entre la France et le Portugal, l'Espagne est la clé du rapport de forces pour toute une partie de l'Europe. Le destin du prolétariat risque à nouveau de s'y jouer » : le prolétariat européen doit serrer les rangs avec les camarades espagnols — ce qui est très juste — et ... « contribuer de son mieux au renversement de la dernière (!) dictature du continent ».

Attaquer le réformisme et blanchir, à son instar, la dictature bourgeoise de nos démocratissimes républiques, invoquer la révolution ailleurs et oublier sa cible ici, faire montre d'une prétendue défense du marxisme en temps « ordinaire », et le jeter à la poubelle si « les échéances approchent », c'est-à-dire lorsqu'il est plus indispensable que jamais, voilà de beaux exploits ! Centrisme oblige...

Pour la solidarité prolétarienne internationale contre la répression bourgeoise en Espagne

La répression qui s'abat en Espagne sur les militants politiques et syndicaux ainsi que sur les ouvriers et paysans pauvres en lutte, pose à nouveau le problème permanent de la riposte prolétarienne à la répression bourgeoise légale et illégale.

C'est un devoir élémentaire de classe de lutter pour arracher les prisonniers politiques espagnols à la mort qui les menace, devoir que les « organisations ouvrières » politiques et syndicales ont encore une fois trahi.

En l'absence aujourd'hui de véritables organisations intermédiaires de classe capables d'assumer et de centraliser la résistance prolétarienne (comme pouvaient le faire, au lendemain de la première guerre mondiale, les syndicats ou des organisations spécifiques comme le Secours Rouge, etc.), des groupes d'extrême-gauche s'efforcent d'opposer un minimum de riposte en cherchant un palliatif, par souci d'efficacité immédiate, dans l'appel à toutes les « forces démocratiques » qui veulent bien condamner le franquisme. En fait, une telle solution ne peut être que nuisible tant

à la préparation révolutionnaire du prolétariat qu'à l'efficacité du but recherché dans l'immédiat. En effet, elle croit pouvoir marier la condamnation démocratique de la répression, qui se fait au nom de la conciliation entre les classes et de la condamnation de toute violence, de droite comme de gauche (et donc refuse à la classe opprimée l'usage de la violence), avec la lutte prolétarienne contre la répression bourgeoise. Celle-ci ne peut être conduite de manière conséquente qu'en revendiquant le principe de la violence de classe au nom de l'antagonisme irréductible entre bourgeois et prolétaires, et en tendant à se placer sur le terrain de l'action directe de classe pour une pression de l'extérieur contre l'Etat, bref, à insérer cet affrontement dans la lutte plus large pour forger et conquérir une unité prolétarienne combattante, aujourd'hui pour la défense, demain pour l'attaque contre le capitalisme.

L'unité avec des forces bourgeoises, fussent-elles « de gauche », ne peut se faire qu'en avalisant leur vision démocratique de la justice et de l'Etat (1) et entre donc en

contradiction ouverte avec les besoins de la préparation de la lutte révolutionnaire. De plus, cette unité avec la bourgeoisie revient à la scission du prolétariat, car de fait elle exclut du mouvement les prolétaires qui dénoncent dans la démocratie bourgeoise la meilleure enveloppe de la dictature du capitalisme. Ainsi, on donne aux organes de défense qu'on suscite non le caractère d'organes ouverts à tous les ouvriers qui reconnaissent le principe de la lutte de classe, sans préjuger des voies de l'émancipation prolétarienne, mais celui d'organes ouverts aux couches et aux orientations — et même à certaines organisations — bourgeoises, et fermés aux ouvriers qui revendiquent la lutte sans trêve contre le mensonge de la démocratie.

Enfin, ce n'est pas en taisant mais en dénonçant devant les masses (et en les appelant si c'est possible à l'action) toutes les compromissions et les silences des forces qui disent défendre leurs intérêts (et en premier lieu l'opportunisme), qu'on peut le plus efficacement contraindre celles-ci à agir, dans la mesure où elles sont capables de le faire, tout en con-

servant l'exigence de l'indépendance politique qui est nécessaire même pour pouvoir « déborder » l'opportunisme dans les luttes de défense.

L'état de délabrement du mouvement ouvrier aujourd'hui ne fait que rendre plus urgente la nécessité de travailler à organiser la défense autonome du prolétariat, sous peine d'affaiblir même les tentatives de résistance prolétarienne, et d'arriver impréparés aux affrontements décisifs.

(1) C'est ainsi qu'au meeting tenu le 11 décembre à la Mutualité par le « Collectif de soutien à E. Forest, Duran, Garmendia et aux prisonniers politiques » une première intervention faite au nom d'avocats « progressistes » fustigea « l'absence de sérieux juridique » des procès intentés sans que les orateurs qui parlèrent au nom des organisations d'extrême-gauche françaises et espagnoles ne fassent rien pour s'en démarquer et a fortiori l'attaquer. On pourrait aussi citer différents appels à se joindre à la lutte adressés à « tous les antifranquistes », lesquels rassemblent aujourd'hui, comme on sait, presque tout le monde, depuis les républicains jusqu'aux carlistes de triste mémoire.

Parti révolutionnaire et luttes économiques

Nous publions ci-dessus le compte rendu du rapport présenté à la réunion régionale élargie de Paris du 15 décembre 1974.

La question des rapports entre le parti et les luttes économiques est inséparable de la nature et de la fonction du parti lui-même, qui est le parti de l'insurrection armée et de la dictature prolétarienne.

L'insurrection et la dictature sont les étapes nécessaires et les plus décisives de la lutte révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie; elles constituent les principes fondamentaux qui doivent guider partout et toujours la continuité du parti, ses manifestations politiques, organisatives et tactiques, aux antipodes de la formule de Bernstein faisant des « conquêtes » contingentes la raison d'être du parti prolétarien.

Sans un parti organisé et éprouvé dans la lutte, poursuivant des buts clairement définis et ayant un programme précis, avec une centralisation et une discipline rigoureuses, exerçant résolument la dictature, il serait impossible de conduire avec succès la lutte révolutionnaire, de combattre efficacement l'énorme puissance encore vivante de la bourgeoisie intérieure et extérieure, de résister à l'influence corruptrice et désagrégatrice que la petite bourgeoisie fait constamment pénétrer dans les rangs ouvriers, et d'entreprendre la destruction de la vieille société.

Il en va de même de l'insurrection, qui doit être planifiée, coordonnée et conduite par l'organisation professionnelle de la révolution, née pour l'accomplissement de ces tâches, auxquelles elle doit se préparer avec la conscience d'affronter un ennemi ayant non seulement les moyens les plus puissants de défense et d'attaque, mais encore l'expérience la plus riche de domination politique, nourrie d'abord par sa propre lutte révolutionnaire contre le féodalisme, ensuite par son combat séculaire contre le prolétariat, et encore renforcée par la désertion des partis et des chefs ayant des racines dans la classe ouvrière et qui se mettent au service de la classe ennemie.

L'indispensable conquête d'une influence sur la classe

C'est précisément pour cette raison que l'important aujourd'hui est la *préparation révolutionnaire*, avec ses deux aspects dialectiques: la formation et le renforcement du parti, et l'extension de son rayon d'influence, le parti ne pouvant « faire » la révolution par ses seules forces.

Le parti bolchevik exerçait le pouvoir en s'appuyant sur les soviets, qui organisaient des masses qui n'étaient pas dans le parti mais voyaient en lui leur guide combattant. L'Armée Rouge était dirigée et encadrée par le parti, mais elle était composée dans son écrasante majorité de prolétaires et de paysans « sans parti » qui l'ap-

Dans ces conditions, toute vision fataliste, qui présenterait comme résultats spontanés des faits eux-mêmes la préparation révolutionnaire, l'insurrection et la dictature, relève du renoncement à la révolution.

C'est au nom de ces besoins supérieurs que le parti exige la plus haute centralisation dans ses rangs, qu'il condamne le fatalisme dans les questions d'organisation et le fédéralisme dans chacun des aspects de son activité organique. Seule la compacité organisationnelle des communistes permettra à l'avant-garde de la classe de diriger l'ensemble du prolétariat.

Toujours au nom de ces principes, le mouvement communiste combat le fatalisme à l'égard de la formation du parti lui-même: celui-ci doit affronter la période révolutionnaire déjà préparée sur le plan doctrinal, programmatique et tactique, déjà forgé sur le plan organisatif et déjà éprouvé avant la guerre des classes. L'éclosion spontanée de chefs surgis des masses au cours de la révolution, qui est un phénomène réel et nécessaire, ne peut être efficacement exploitée que par l'action dirigeante et centralisatrice du parti, qui donne à tout le mouvement l'unité solidement orientée vers la réalisation des grandes tâches révolutionnaires.

Seule l'action de l'avant-garde communiste peut conduire à la victoire la lutte de millions et de millions de prolétaires. La Gauche l'avait dit de la façon la plus lapidaire: *le parti peut attendre les masses; les masses ne peuvent pas attendre le parti*. Sans un parti bolchevik capable d'opposer à la stratégie contre-révolutionnaire de la bourgeoisie sa propre stratégie nourrie par toute l'expérience historique internationale du mouvement ouvrier; sans un parti capable aussi bien de retenir les masses en juillet 1917 que d'organiser et de déclencher l'insurrection en octobre, la lutte des masses révolutionnaires russes se serait volatilisée comme un gaz non capté, dans un bain de sang comme celui dont l'Allemagne a donné l'exemple en 1919.

puyaient au prix de leur vie. Sans le soutien énergique des syndicats, dirigés d'ailleurs par les bolcheviks, sans leur collaboration étroite à la politique économique et même militaire du pouvoir soviétique établie par le parti, la dictature n'aurait pu tenir deux mois et demi (Lénine).

L'insurrection victorieuse ne serait pas non plus possible sans la conquête préalable par le parti d'une influence et d'un soutien actif des masses combattantes qui ont l'intuition, à ces moments culminants de la lutte, que l'insurrection et la dictature sont les voies obligatoires de leur émancipation, et qui réalisent les plus grands sacrifices pour l'imposer.

Aussi bien avant qu'après la révolution, le parti sera toujours une minorité de la classe. Mais précisément pour cela la préparation révolutionnaire et la révolution elle-même exigent l'extension de son influence dans le prolétariat. C'est une tâche toujours à l'ordre du jour, même après la conquête du pouvoir, lorsque le parti peut utiliser l'appareil d'Etat et l'expropriation de la bourgeoisie pour élargir son influence sur les plus vastes couches d'exploités.

Bien loin de trotter derrière les préjugés réactionnaires des masses, il s'agit et il s'agira de *gagner les prolétaires poussés au combat* sur les multiples fronts des antagonismes de classe aux principes du mouvement communiste, et donc à la direction combattante du parti qui est orienté par ces principes.

L'extension de cette influence ne peut se réaliser par la seule propagande et le seul prosélytisme, mais par la participation aux luttes ouvrières, qui est aussi un travail de conquête et d'organisation:

« A travers les actions pour des revendications partielles [d'ordre économique ou d'ordre social et po-

litique], le parti communiste établit un contact avec la masse qui lui permet de faire de nouveaux prosélytes: en complétant par sa propagande les leçons de l'expérience, le parti s'attire la sympathie et la popularité et fait naître autour de lui tout un réseau organisatif plus vaste, relié d'une part aux couches les plus profondes des masses, d'autre part au centre dirigeant du parti lui-même. C'est ainsi que se prépare la discipline unitaire de la classe. Cela s'obtient par le noyautage systématique des syndicats, des coopératives, et de toutes les formes d'organisation ayant pour but la défense des intérêts de la classe ouvrière. Des réseaux d'organisations analogues doivent naître dès que possible dans tous les domaines de l'activité du parti: lutte armée et action militaire, éducation et culture, travail parmi les jeunes et parmi les femmes, pénétration dans l'armée, et ainsi de suite » (Projet de Thèses présenté par la Gauche au IV^e Congrès de l'Internationale Communiste, 1922. Publié dans *Défense de la continuité du programme communiste*, p. 76).

Précisément, les luttes syndicales offrent simultanément une large base pour l'élargissement de cette influence, car elles concernent les intérêts matériels des plus vastes masses prolétariennes, théoriquement le prolétariat dans son ensemble, et un terrain pour l'organisation des secteurs socialement déterminants.

Et dialectiquement, à partir d'un premier stade caractérisé par la prédominance de la propagande et du prosélytisme visant à la constitution d'un noyau de parti, le développement du parti et l'accomplissement de l'ensemble des tâches qui lui incombent ont pour condition cet effort permanent de participation aux luttes ouvrières, qui lui permet à la fois d'élargir son influence et d'intégrer les éléments politiquement mûrs dans l'organisation fermée et centralisée du parti.

Certes, l'influence que le parti peut exercer au cours d'une période donnée est le résultat dialectique de sa continuité d'action et de l'ensemble de facteurs objectifs et subjectifs qui lui sont extérieurs et qui pèsent sur le terrain social, comme aujourd'hui le terrible poids d'inertie de la dernière contre-révolution, l'existence d'autres courants dits révolutionnaires, l'évolution de la situation économique, les manœuvres combinées de la bourgeoisie et de l'opportunisme, etc.

Il est indispensable de combiner l'analyse lucide des conditions « environnantes » et, partant, une claire vision des limites que l'action de l'avant-garde peut avoir sur l'évolution — au sens large — des situations, avec la défense la plus intransigeante des bases politiques et doctrinales du parti, pour maintenir fixe la boussole révolutionnaire, à l'abri de déviations activistes qui, à la recherche de succès éphémères, brisent le puissant lien entre la doctrine, les principes, le programme, la tactique et l'organisation, et sacrifient au présent l'avenir du mouvement.

Loin du parti donc « cet oubli des grandes considérations essentielles devant les intérêts passagers d'un jour [qui] est et reste de l'opportunisme » (Engels). Aussi, toute l'action « contingente » du Parti doit-elle être rigoureusement encadrée par les principes communistes pour que l'extension de son influence et son propre renforcement organisationnel deviennent deux moments d'une même préparation de la révolution.

★

Devant les luttes immédiates à caractère syndical, les questions fondamentales qui doivent être posées concernent leur origine et leur but, et l'action du parti pour en faire un terrain spécifique de la préparation révolutionnaire.

La lutte quotidienne entre bourgeois et prolétaires, qui détermine le niveau du profit et le taux d'exploitation de la force de travail, constitue le premier stade de la défense des conditions de vie et de travail des ouvriers; les communistes se proposent de renfor-

cer, d'étendre et d'organiser cette lutte, car une classe incapable de se défendre est encore moins capable d'attaquer et d'entreprendre un mouvement de plus grande envergure visant à son émancipation. Premier stade de la *solidarité ouvrière*, cette lutte quotidienne constitue un premier effort pour surmonter la concurrence entre ouvriers qui est constamment engendrée et avivée par le capitalisme.

Il est vrai, comme l'écrit Engels dans *La situation des classes laborieuses en Angleterre*, que « quelque chose de plus que des syndicats et des grèves est nécessaire pour briser la domination bourgeoise ». Pour cela, il faut en effet un mouvement politique, le parti, l'insurrection, la dictature. Mais « c'est précisément parce qu'elles sont dirigées, quoique bien incomplètement, contre la concurrence, contre ce nerf vital de l'ordre social actuel, c'est précisément pour cela [que les grèves] sont si dangereuses pour cet ordre social », parce que, comme le disait le Manifeste, le vrai résultat de la lutte est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs.

La lutte économique, « école de guerre du communisme »

La résistance contre les empiètements quotidiens du capital concernant en principe l'ensemble du prolétariat, le mouvement syndical de classe devra tendre à regrouper les plus larges masses d'exploités salariés, et à surmonter les intérêts étroits de catégorie pour concentrer ses efforts sur les intérêts matériels communs des travailleurs, avec une attention particulière pour les couches ouvrières les plus démunies, pour lesquelles des circonstances exceptionnellement défavorables ont empêché toute résistance organisée (immigrés, ouvriers agricoles, travailleurs de la petite industrie, etc.).

N'oublions jamais que la lutte syndicale combat certains effets de l'exploitation capitaliste et non ses causes, qu'elle n'applique que des palliatifs sans guérir le mal, le parti ne fait jamais des luttes économiques un but en soi, et éduquera constamment les travailleurs dans l'idée que seule la conquête politique du pouvoir pourra détruire les bases mêmes de l'exploitation. Tout autre principe ne peut que donner lieu à une politique bourgeoise, trade-unioniste, comme ce fut le cas du « mouvement ouvrier anglais [qui] tourne depuis des années sans sortir du cercle étroit des grèves pour les salaires et la réduction de la journée de travail, en considérant ces grèves non comme une mesure provisoire, ni comme un moyen de propagande et d'organisation, mais comme un but final [...]. Il ne peut, en conséquence, être question ici d'un mouvement ouvrier que dans la mesure où il y a des grèves qui, victorieuses ou non, ne font pas progresser le mouvement d'un seul pas » (Lettre d'Engels à Bernstein du 17 juin 1879).

Pour sortir les luttes immédiates du cercle étroit dont il est question et en faire des moyens de propagande et d'organisation révolutionnaires, il est nécessaire que l'avant-garde politique de la classe y intervienne pour leur donner par son action une potentialité qu'elles n'auraient jamais d'elles-mêmes.

Dans les périodes révolutionnaires, les luttes immédiates et les organisations économiques peuvent remplir un rôle capital pour la mobilisation des larges masses prolétariennes, et le parti de l'insurrection et de la dictature pourra et devra les intégrer dans sa stratégie pour la conquête du pouvoir.

Que l'on pense à leur efficacité comme centres d'organisation et d'agitation; comme courroies de transmission des directives du parti; comme levier pour réveiller à la lutte les plus profondes masses ouvrières alors que les couches plus avancées se battent déjà pour des objectifs politiques et même insurrectionnels; que l'on pense à la puissante force de para-

Contrecarrer complètement cette concurrence, surmonter la désunion, le manque d'unité de mouvement et d'action des masses ouvrières, les unifier malgré la diversité des fronts de lutte, cela ne peut être le fait que d'un mouvement politique; cela ne peut être réalisé que par l'action du parti qui donne à l'ensemble son homogénéité de direction. Mieux, cela ne pourra être vraiment réalisé que lorsque la dictature du prolétariat donnera au parti les plus puissants moyens politiques, économiques et culturels permettant de réduire au maximum les tendances centrifuges au sein de la classe exploitée, en attendant qu'elles disparaissent avec les classes elles-mêmes. Mais l'acharnement que la bourgeoisie met à neutraliser le mouvement syndical (fut-ce par l'intégration dans les rouages de l'Etat) et à vaincre lors des grèves, même au risque d'énormes pertes de profit, montrent bien ce danger potentiel pour la société bourgeoise: que la solidarité et les complètes, qui résultent de la lutte du mouvement syndical, puissent montrer aux exploités les possibilités renfermées par cette voie.

lysie et de désagrégation des défenses bourgeoises représentée par la grève générale de masse, prélude à l'insurrection.

Tout en étant pour les organisations les plus larges de prolétaires et contre les préalables politiques à l'adhésion des ouvriers aux luttes et aux organisations économiques, le parti rejette et combat résolument la théorie de la neutralité politique des syndicats, les communistes luttant par principe pour la conquête de la plus grande influence sur les organisations de classe et de leur direction. La théorie de la neutralité est tout à l'avantage de la bourgeoisie et livre le mouvement syndical à la politique ouvrière bourgeoise, au trade-unionisme, au réformisme.

Sur le terrain spécifique des luttes syndicales, en développant son action — rigoureusement encadrée par ces principes essentiels — de propagande, d'agitation, d'organisation et de direction, le parti pourra en faire une arène de la *préparation révolutionnaire*, une « école de guerre du communisme ».

Loin d'épuiser le sujet, ces considérations doivent être reliées au travail sur « la question syndicale », tant sur le plan de la doctrine (évolution des rapports syndicats-Etat bourgeois; rapports entre les syndicats et l'Etat prolétarien; situation actuelle) que sur celui de la tactique. Cette question est développée dans les travaux du Parti sur le sujet, en particulier: *Thèses sur la Tactique* (Rome, 1922), *Parti révolutionnaire et action économique* (1951), *Le parti devant la question syndicale* (1972) (publiés respectivement dans *Défense de la continuité du programme communiste*, *Le Proletaire* n° 121 et *Programme Communiste* n° 53-54).

★

La révolution exige la préparation la plus sérieuse, à la mesure des obstacles et de l'ennemi à vaincre. Elle doit être préparée *scientifiquement* sur le plan de la doctrine, des principes et du programme; *rigoureusement* sur le plan organisationnel, en donnant en particulier au parti la centralisation et les limites fermées exigées par tout le cours de la lutte révolutionnaire; elle doit être préparée à travers la lutte et l'effort permanents pour développer l'influence du parti dans la classe; en apprenant l'art de la lutte, de même qu'elle exige la maîtrise de l'art de l'insurrection; en forgeant donc un parti international solide et éprouvé pour la lutte politique en toute circonstance. Alors, et alors seulement, les crises profondes du capitalisme pourront être transformées en révolution.

PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il Nr 1 (gennaio 1975) del nostro quindicinale in lingua italiana

IL PROGRAMMA COMUNISTA

di cui diamo il sommario.

- Al compromesso storico prima o poi ci arriveranno.
- Organizzazione operaia tradizionale e fronte unico operaio oggi.
- Processi della socialdemocrazia.
- Violenza della classe dominante.
- Orientamenti pratici di azione sindacale.
- Mille piani per la casa.
- Una crociata in difesa dell'ordine.
- Risposta di classe al riformismo nella scuola.
- I CUB: organismi immediati aperti o chiusi?
- L'Argentina all'ora del peronismo.
- Espulso della CGT per reato di sciopero.
- Indice generale dell'annata.

la lutte des travailleurs sous l'uniforme

(suite de la page 1)

tionnaires, propres à paralyser cette machine et à s'y opposer; et il faut surtout le choc de l'insurrection armée qui donne aux soldats le signal de l'attaque en même temps que le courage de l'entreprendre, avec d'autant plus de chances de succès que le prolétariat est plus déterminé à vaincre, c'est-à-dire que sa direction révolutionnaire est plus ferme et résolue.

Mais, tels qu'ils sont, les premiers pas que font les soldats pour se défendre sont d'une importance considérable. Mieux, toute la perspective de la révolution armée, de la dissolution de l'armée bourgeoise et de la constitution de l'armée rouge serait impensable si les prolétaires sous l'uniforme ne parvenaient à se défendre et à s'organiser à l'instar de leurs frères de classe dans les usines, ne serait-ce que pour le droit de lecture et d'association, et même pour la solde, les permissions, la nourriture, dans des regroupements où le parti puisse importer les méthodes de classe et mettre en avant les objectifs communs à tous les prolétaires; cette perspective serait également une fade utopie si l'ensemble de la classe ouvrière laissait ses frères sous l'uniforme livrés à leur sort et à leurs seules forces, sans réagir et sans tisser tous les liens nécessaires pour surmonter la division perpétrée par la bourgeoisie qui utilise aujourd'hui la troupe pour briser les grèves, avant de l'utiliser demain pour marcher contre le prolétariat. C'est pourquoi le devoir de

classe le plus élémentaire exige de manifester aujourd'hui envers les prolétaires sous les drapeaux en proie à la répression de la hiérarchie militaire et du gouvernement, une véritable solidarité de classe.

**

Une telle solidarité, comme de façon plus générale l'exigence de souder les rangs du prolétariat et de la troupe, ne peut se concevoir qu'en rupture avec les objectifs et les méthodes criminels de l'opportunisme politique et syndical, qui prétend concilier les exigences des prolétaires et l'efficacité de l'armée bourgeoise.

« Les actions que mènent les soldats du contingent, ose écrire l'Humanité du 27/12 dans un éditorial intitulé « Les 3 de Draguignan », comme les voix qui se font entendre parmi les cadres de carrière convergent sur un terrain commun. Unis par un même patriotisme, ils considèrent qu'il faut une réforme démocratique de l'armée, pour assurer une défense nationale au service exclusif de l'indépendance et de la souveraineté nationales ».

C'est pourquoi l'opportunisme ne reprend des revendications des soldats que ce qui est compatible avec les exigences d'une « bonne défense » et même nécessaire pour lubrifier ses rouages, ce qui est acceptable par la bourgeoisie, possible et même désirable par une partie du personnel politique de l'Etat et de la hiérarchie militaire, comme c'est le cas pour la réduction du

temps du service à six mois, l'augmentation de la solde que l'on réclame à 20 % du Smic (mais on se contenterait de 15 %) quand la commission des finances souhaite voir porter cette solde à 200 F et demande la gratuité des transports.

Il en est de même pour la lutte contre l'oppression dans l'armée: un statut démocratique du soldat devrait « donner la possibilité au soldat sanctionné de réclamer et d'avoir recours à l'échelon supérieur ». Quant aux « abus, outrages, punitions injustifiées » (!), il faudrait les « bannir » au moyen de... la loi! Pas une seconde l'opportunisme n'est effleuré par l'idée que seule la force de classe du prolétariat dans son ensemble peut obtenir la moindre amélioration sérieuse du sort des soldats, peut permettre de résister un tant soit peu à l'arbitraire « hiérarchique »: c'est bien pourquoi il ne dit pas un mot de la revendication du droit d'association dans le contingent!

Pour lui, dans les faits, le soldat n'a le « droit » de se défendre que dans la mesure permise par le parlement, et selon les méthodes autorisées par la hiérarchie militaire! Pour lui, les élans de solidarité des travailleurs envers leurs frères victimes de la répression militaire doivent déboucher dans les pétitions et les « délégations d'élus » auprès des préfets et des tribunaux militaires et les interpellations au parlement; sinon, ils sont ignominieusement taxés « d'antimilitarisme » forcément « infantile » et « puéril » pour des gens qui, loin d'insuffler aux ouvriers

la haine envers l'Etat bourgeois et son armée, les éduquent dans leur respect superstitieux, en prétendant cacher la nudité obscène du despotisme antiprolétarien sous la feuille de vigne du « contrôle » parlementaire.

C'est ainsi que la défense et la solidarité les plus élémentaires se heurtent, dans les casernes comme dans les usines, à un véritable front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme. C'est une tâche des communistes de montrer la nécessité pour les soldats de se regrouper pour défendre leurs conditions de vie et de lutte, la nécessité pour les prolétaires combattifs et les regroupements naissant sur une base de classe de tisser des liens avec la troupe en rupture la plus complète avec les méthodes capitulaires de l'opportunisme sous peine de stériliser la lutte et même de livrer les soldats aux coups de la hiérarchie militaire.

C'est aussi une tâche des communistes, dans cette perspective sans doute encore lointaine, d'aider ces prolétaires à dépasser les hésitations, les faiblesses, les limitations que ne manquent pas d'imprimer à leur action les groupes immédiatistes et spontanistes, et de prouver dans les faits qu'une lutte de défense conséquente des soldats, un véritable front prolétarien pardessus les grilles des bagnes des usines et des casernes, ne peut prendre son maximum d'ampleur et trouver sa pleine fécondité que guidé par le parti marxiste qui se place résolument sur le terrain de l'antimilitarisme communiste et révolutionnaire.

Les charognes

Le PC uruguayen a « condamné énergiquement » l'attentat qui entraîna la mort du colonel Ramon Tralal. Celui-ci, comme le dit Le Monde du 26/12, a « dirigé les services de renseignements de l'armée à un moment où la torture était systématiquement appliquée aux détenus politiques ». Il s'agit du même personnage qui est présenté par le PCU comme « un prestigieux militaire démocratique qui était appelé à jouer un rôle important dans l'avenir du pays ».

Le PC brésilien, lui, salue le « front antifasciste ébauché lors des dernières élections »: en clair, il trotte derrière cette couverture démocratique du régime qu'est le Mouvement Démocratique Brésilien.

Voilà à quel degré d'infamie en arrivent des héritiers légitimes du stalinisme qui ont lié leur sort aux Spinola possibles, ou à la « politique du moindre mal » à l'intérieur de la dictature militaire. Donner un coup de balai à ces charognes est une tâche de salubrité publique.

Lecteurs, sympathisants, défendez la presse du Parti, souscrivez!

Épargnez, prolétaires !

La dernière trouvaille de l'USS (Union Syndicale Suisse) est l'« épargne syndicale comme un nouvel avantage aux syndiqués ». Il s'agit pour les travailleurs de placer leurs épargnes à la Banque Centrale Coopérative fondée en 1927 par la « Coop Suisse » et l'USS, puisque « grâce aux syndicats, être travailleur n'est plus synonyme de pauvreté, l'argent péniblement gagné prend de la valeur s'il est bien placé [comme si le capital pouvait prendre de la valeur autrement qu'en exploitant la force de travail!], le troisième âge peut devenir l'âge d'or si l'on jouit d'un petit pécule, et enfin « réaliser un rêve longtemps caressé donne davantage de satisfactions que s'accorder toutes ses petites fantaisies ». L'alternative pour les ouvriers serait donc, selon l'USS, entre satisfaire tous leurs « caprices » aujourd'hui, alors que les prix ne cessent de monter, et les salaires de stagner, ou s'assurer la satisfaction permanente d'un « âge d'or » gagné... avec un argent qui ne vaudra plus rien. Quant aux 150.000 saisonniers qui ne travaillent que huit à neuf mois par an pour un salaire de misère, et vivent dans des baraquements à quatre par chambre, qu'ils s'occupent de leur avenir, au lieu de penser à leurs femmes et à leurs enfants!

Le cynisme de cet appel montre bien le degré de pourriture des syndicats suisses. On ne peut attendre de ces gens-là qu'ils organisent la lutte des travailleurs, ne serait-ce que pour la défense de leurs conditions de vie contre les attaques toujours plus acharnées du patronat. Dans leur vision, la vertu décisive pour le combat est celle de... l'épargne: prolétaires, ne dispersez pas vos forces à vous défendre contre le capital! Mettez votre argent de côté! C'est ici, sous le règne du capital éventuellement petit, mais qui rapporte, que s'épanouit l'âge d'or.

PUBLICATIONS DU PARTI

EN FRANÇAIS	
— Communisme et fascisme, 158 p.	8,00 F
— Le principe démocratique, 24 p.	1,50 F
— Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 p. ..	4,00 F
— La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme », 100 p.	5,00 F
— Force, violence, dictature dans la lutte de classe, 58 p.	4,00 F
— Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours	15,00 F
EN ESPAGNOL	
— Los fundamentos del comunismo revolucionario	4,00 F
— Fuerza y violencia dictadura en la lucha de clase	4,00 F
— Partido y clase	8,00 F
EN PORTUGAIS	
— Teses características do partido: bases de adesao ..	3,00 F

PERMANENCES DU PARTI

● A Lille: le dimanche de 10 h à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes).	● A Marseille: le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4 ^e étage).
● A Strasbourg le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couples (près de la place du Corbeau).	● A Paris: 20, rue Jean-Bouton (12 ^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

L'offensive bourgeoise contre les travailleurs immigrés

familles d'immigrés; mais bien sûr on ne refuse pas l'entrée des 120.000 saisonniers indispensables aux travaux agricoles et féroce-ment exploités par les trafiquants de main-d'œuvre en cheville avec l'ONI et par les agriculteurs (citons l'exemple dramatique des ouvriers agricoles marocains recrutés en masse car « moins revendicatifs » que les Espagnols, par les exploitants du Vaucluse, au moyen d'illusoire contrats de 2 à 7 mois — que le migrant achète à prix d'or au Maroc au « rabatteur » — mais laissés pour compte au terme des trois semaines de vendanges sans travail ni papiers); on ne ferme pas non plus la frontière aux immigrés de la CEE pour ne pas s'attirer de représailles (avec quel puant chauvinisme la presse bourgeoise accusait la Suisse de violation de la Convention des Droits de l'Homme si elle avait renvoyé les frontaliers français le 20 octobre!).

En septembre 74 le nouveau ministre de l'Immigration, Paul Dijoud expose les fameuses « mesures sociales » de la « nouvelle politique » annoncée en juillet, dont le caractère dérisoire est la preuve, s'il en fallait, que le capitalisme français est décidé à ne pas lâcher une miette pour les ouvriers immigrés: 1) création de 5 postes d'inspecteurs du travail et de 5 contrôleurs pour toute la France, chargés d'y « débusquer » (!) les « problèmes » des immigrés; 2) pas un sou de plus pour le logement des travailleurs immigrés. Signalons au passage l'escroquerie de l'Etat français qui s'approprie frauduleusement l'argent des immigrés pour leur construire des foyers-taudis ou d'ignobles cités de transit dont il tire ensuite de juteuses recettes et qu'il fait surveiller par ses espions. Le F.A.S. (fonds d'action sociale) qui subventionne ces luxueuses réalisations tire en effet la quasi totalité de ses ressources des Caisses d'Allocations Familiales selon une arithmétique bien particulière: d'après la Commission de l'Emploi au 6e Plan, « on peut estimer à 350 millions le « boni » procuré aux Caisses d'Allocations familiales par les 150.000 familles non installées en

France qui ne perçoivent de ce fait qu'une moyenne de 1.000 F de prestations familiales [les prestations sont versées selon les tarifs en vigueur dans ces pays... ou pas versées du tout pour les maghrébins en France depuis plus de 6 ans], quand ce taux moyen était de 3.600 F en 1967 et qu'il augmentait régulièrement tous les ans; le reste des fonds du FAS provient de la redevance versée à l'ONI par les patrons embauchant des immigrés (auxquels bien sûr ils la font payer): dans le cortège des mesures « sociales » figure aussi l'augmentation de la redevance soi-disant pour « dissuader » les entreprises d'embaucher des immigrés: 3) annonce d'une concertation avec les Etats exportateurs de main-d'œuvre pour instituer un « contrôle au départ » (réclame depuis longtemps, on le verra, par tous les opportunistes). L'Etat algérien s'est parfaitement plié aux volontés de l'impérialisme français lors de la visite du ministre de l'Intérieur Poniatowski en Algérie début décembre 74 pour diminuer le nombre des départs et interdire l'émigration des familles.

Non contente du renvoi « légal » des immigrés, la bourgeoisie passait à l'intimidation et l'action directe à travers de ses hommes de main sous la protection de l'Etat. Attaques de commandos motorisés armés de fusils et de matraques contre des cités ouvrières (attaque d'ouvriers marocains dans la Cité de Méricourt, Pas-de-Calais, le 13 septembre 73, mitraillage des baraquements d'un bidonville et d'un chantier à la Ciotat le 28 août 73); agression de piquets de grève d'immigrés (contre les éboueurs de La Garenne-Colombes le 21 janvier 74); ratonnades et chasses à l'homme par des groupes fascistes armés, par la police (intervention de la police à Grasse contre un rassemblement de travailleurs nord-africains le 11 juin 73), par l'armée (une cinquantaine de parachutistes se livrent à la « chasse » aux Nord-Africains dans les rues de Toulouse le 27 août 73, agression d'un foyer d'immigrés à La Loubière par les hommes du 4e RIMA le 23 juillet 74); noyades, agressions violentes, coups de

feu tirés en voiture sur des travailleurs immigrés rentrant de leur travail, ou dans les cafés, ou à la sortie de leur domicile, fusillades de femmes de ménage étrangères (le 27 décembre 73 à Marseille); lancement d'engins explosifs dans les cinémas fréquentés par les immigrés (17 novembre 73 à Toulon) ou colis piégés; attentat contre le consulat algérien de Marseille (14 décembre 73, 4 morts, 20 blessés). Dans l'espace de 8 mois, de juin 73 à février 74, les journaux officiels font état d'une quarantaine de tués et de nombreux blessés, et la liste des morts s'allonge chaque semaine sans que l'Etat français ait levé le petit doigt contre les assassins.

A cette offensive antiprolétarienne, les immigrés ont répondu avec une grande combativité, entravée — nous le verrons dans le prochain article — par l'apathie et la trahison des organisations syndicales et politiques opportunistes.

(article à suivre)

PRESSE INTERNATIONALE

Acaba de aparecer el n° 4 de:

EL COMUNISTA

suplemento en español de IL PROGRAMMA COMUNISTA. Sumario:

- « Requiem cantis pacis » arias.
- Después de la gran borrachera de la segunda revolución portuguesa.
- U.S.A.: un difundido malestar.
- Fuerza y violencia de la clase dominante.
- Notas al vuelo.
- Telex de la América del Sur.

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP